

ommuniqué de l'AFPS, Al-Haq, Confédération générale du travail (CGT), Fédération commerces et services de la CGT, Ligue des droits de l'Homme, Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, Union syndicale Solidaires

Carrefour complice et acteur de la colonisation israélienne



Dans un [rapport](#) publié le 16 novembre, sept ONG et syndicats mettent en évidence le fait que l'accord signé par le groupe Carrefour en mars 2022 avec deux entreprises israéliennes impliquées dans la colonisation de la Palestine rend le groupe Carrefour complice de cette colonisation.

Le 16 novembre, l'Association France Palestine Solidarité, Al-Haq, la Confédération générale du travail (CGT), la Fédération commerces et services de la CGT, la Ligue des droits de l'Homme, la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et l'Union syndicale Solidaires publient un [rapport](#) intitulé "Les liaisons dangereuses du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne" [1]. Le groupe français Carrefour a signé en mars 2022 un accord avec les entreprises israéliennes Electra Consumer Products et Yenot Bitan visant à franchiser leurs enseignes de distribution. Ces entreprises sont des acteurs directs et indirects de la colonisation de la Palestine par Israël [2], crime de guerre condamné par l'ONU.

Les magasins de Yenot Bitan sont présents dans au moins trois colonies israéliennes majeures. Au moment où ce rapport a été rédigé, les produits Carrefour étaient déjà disponibles sur le site internet de Yenot Bitan et dans ses magasins. Par leurs activités de grande distribution, Electra Consumer Products et sa filiale Yenot Bitan participent à la viabilité économique de colonies, dont l'existence est régulièrement condamnée par l'ONU, l'Union européenne et de nombreux pays dont la France.

La société Electra Consumer Products est détenue par la holding israélienne Elco Ltd, dont la filiale Electra Ltd participe à la colonisation par la construction et l'entretien d'infrastructures coloniales (routes, bâtiments publics, universités, transports, logements, distribution de l'eau, télécommunications, services et fournitures de matériel à l'armée et à l'administration israéliennes dans leurs activités de colonisation). Electra Ltd figure sur la liste des 112 entreprises participant à la colonisation, établie par l'ONU en 2020 [3].

Par cet accord, Carrefour ignore ses obligations françaises et internationales, d'ordre juridique et éthique, de respect des droits de l'Homme : il s'agit notamment des principes directeurs établis par l'ONU en matière de diligence raisonnable pour le respect des droits humains, et de la loi française de 2017 sur le devoir de vigilance des entreprises. Le plan de vigilance établi par Carrefour en 2018 est de ce point de vue très insuffisant puisqu'il ne prévoit pas de protéger les populations autochtones.

Les organisations signataires du rapport demandent que Carrefour mette fin à ce partenariat conformément à ses obligations, et que le gouvernement français renforce ses recommandations aux entreprises concernant les risques juridiques et réputationnels qu'elles prennent en s'associant à la colonisation.

Les organisations signataires de ce rapport font également partie de la coalition française pour l'initiative citoyenne européenne #StopColonies [4] demandant la fin du commerce entre l'Union européenne et tous les territoires colonisés.

La colonisation est un crime de guerre, qui se déroule devant nos yeux. Elle est particulièrement promue par les partis israéliens majoritaires à l'issue des dernières élections. Les entreprises, notamment Carrefour, l'Etat et l'Union européenne doivent prendre toutes leurs responsabilités face à cette situation inacceptable.

Le 16 novembre 2022

Association France Palestine Solidarité, Al-Haq, la Confédération générale du travail (CGT), la Fédération commerces et services de la CGT, la Ligue des droits de l'Homme, la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et l'Union syndicale Solidaires

[1] Le rapport "Les liaisons dangereuses du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne" peut être téléchargé en suivant ce lien : https://www.france-palestine.org/IMG/pdf/rapport_les_liaisons_dangereuses_du_groupe_carrefour_avec_la_colonisation_israelienne.pdf

[2] Les autorités israéliennes mènent depuis 1967 une politique de colonisation du territoire palestinien qu'elle occupe militairement. Aujourd'hui on compte en Cisjordanie, Jérusalem-Est comprise, plus de 650 000 colons. Cette politique de colonisation, qui continue de

s'accélérer, entraîne l'expulsion de familles palestiniennes et la privation de leurs moyens d'existence, et les soumet à la violence des colons et de l'armée.

[3] La liste des 112 entreprises liées à la colonisation peut être consultée en suivant ce lien : <https://digitallibrary.un.org/record/1475002?ln=f>

[4] L'initiative citoyenne européenne #StopColonies peut être signée en suivant ce lien : www.stopcolonies.fr